

NOTICE D'INFORMATION

Nota : Toute demande de certificat, visant à obtenir une réduction de taxe ou droits de mutation ou une exonération partielle d'impôt solidarité sur la fortune doit obligatoirement être accompagnée d'un exemplaire de la présente notice, signée par le (ou les) demandeurs (s) et - dans le cas d'un groupement forestier - par le responsable dudit groupement.

REGLES DE GESTION APPLICABLES AUX BOIS ET FORETS EN CONTREPARTIE D'UNE RÉDUCTION DE DROITS DE MUTATION OU D'UNE EXONERATION PARTIELLE D'IMPÔT DE SOLIDARITE SUR LA FORTUNE
(Code général des impôts, articles 793, 885 D et H, 1840 G bis, 1929 §3)

1 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Les droits de mutation, perçus en cas de donation ou d'héritage de bois et forêt, ainsi qu'en cas de donation ou d'héritage de parts de groupement forestier, peuvent faire l'objet d'une réduction. En contrepartie, les bois et forêts ayant fait l'objet de la mutation, ou appartenant au groupement forestier, doivent, **pendant trente ans**, être gérés selon certaines règles, que le propriétaire s'engage, pour lui-même et pour ses ayants-cause, à respecter sous le contrôle de l'administration.

Ces règles sont définies par l'article 793 du Code général des Impôts et par le décret du 28 juin 1930. L'essentiel de leur contenu est indiqué ci-après.

Les bois et forêts peuvent être exonérés d'impôt de solidarité sur la fortune à concurrence des trois quarts, sous réserve du respect de ces mêmes règles.

2 – DISPOSITIONS PARTICULIERES

1. Application aux bois et forêts d'une garantie de gestion durable :

Le propriétaire est tenu d'appliquer aux bois et forêts une des garanties de gestion durables prévues à l'article L.8 du Code forestier. Il s'agit selon le cas :

- d'un **plan simple de gestion** (obligatoire pour les forêts d'une surface d'un seul tenant supérieure à 25 ha, possible pour les forêts d'une surface d'un seul tenant comprise entre 10 et 25 ha),
- d'un **règlement type de gestion**,
- d'un **code des bonnes pratiques sylvicoles**.

En outre, les propriétaires de bois et forêts situés en totalité ou en partie dans un site Natura 2000 pour lequel un document d'objectifs a été approuvé par l'autorité administrative doivent conclure un contrat Natura 2000 ou adhérer à une charte Natura 2000.

Si la garantie de gestion durable prend fin avant le terme de la trentième année qui suit la mutation, le propriétaire est tenu d'en faire appliquer une nouvelle en temps utile, **afin qu'il n'y ait aucune discontinuité**.

Dans le cas où, au moment de la mutation, aucune garantie de gestion durable n'est appliquée aux bois et forêts, le propriétaire **doit présenter dans un délai de trois ans une de ces garanties, et l'appliquer pendant trente ans**. Jusqu'à l'application d'une des garanties de gestion durable, la forêt est gérée temporairement suivant les règles définies au 2° ci-après.

2. Régime d'exploitation normale :

Pendant le délai nécessaire à la présentation d'une des garanties de gestion durable (3 ans maximum à compter de la mutation), le propriétaire doit, en principe, établir un règlement d'exploitation et le faire approuver par le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt (D.D.A.F.). Il peut alors procéder, sans autre formalité, aux coupes prévues par le règlement approuvé. Pour les coupes non prévues, une autorisation doit être demandée au D.D.A.F., trois mois à l'avance.

En l'absence de règlement d'exploitation, le propriétaire est tenu, sauf cas particulier, pour chaque coupe, de **demander, trois mois à l'avance, l'autorisation du D.D.A.F.**

3. Groupements forestiers :

Un groupement forestier, dont des parts ont été mutées à droits réduits, est tenu, en outre :

- s'il possède des friches et landes, de les reboiser dans les cinq ans, et de leur appliquer ensuite les règles de gestion ci-dessus ;
- s'il possède des terrains pastoraux, de les soumettre à un régime d'exploitation normale ou, à défaut, de les reboiser.

3 – NON RESPECT DES REGLES DE GESTION

En cas de non respect de ces règles de gestion, le bénéficiaire de la réduction de droit ou taxe est tenu d'acquitter, à concurrence du rapport entre la superficie sur laquelle le manquement ou l'infraction a été constaté et la superficie totale des biens sur lesquels l'engagement a été souscrit, le complément de droit de mutation et, en outre, un supplément de droit ou taxe égal respectivement à 30 %, 20 % et 10 % de la réduction consentie selon que le manquement est constaté avant l'expiration de la dixième, vingtième ou trentième année.

Si le bénéficiaire est insolvable, disparu ou décédé, ses ayants-cause (acheteurs, donataires, légataires, héritiers) sont dans l'obligation de verser, à sa place, solidairement, les droits complémentaires et supplémentaires. Le groupement forestier est, lui aussi, solidaire de ses sociétaires défaillants en pareil cas.

Le Trésor possède, en outre, une hypothèque légale, inscrite sans frais, sur les bois et forêts en cause (ou sur les propriétés du groupement forestier) , pour garantir le règlement des sommes dues.

Les infractions de faible importance peuvent donner lieu à un simple avertissement, mais, dans ce cas, deux infractions constatées dans une période de dix ans entraînent, de plein droit, la sanction.

EXTRAIT DU CODE GÉNÉRAL DES IMPOTS

Article 793 – Sont exonérés des droits de mutation à titre gratuit :

1-3° les parts d'intérêts détenues dans un groupement forestier à concurrence des trois-quarts de la fraction de la valeur nette correspondant aux biens visés au a ci-après, à condition :

a. que l'acte constatant la donation ou la déclaration de la succession soit appuyé d'un certificat délivré sans frais par le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt attestant que :

les bois et forêts du groupement sont susceptibles de présenter une des garanties de gestion durable prévues à l'article L. 8 du code forestier ;

les friches et landes appartenant au groupement sont susceptibles de reboisement et présentent une vocation forestière ;

les terrains pastoraux appartenant au groupement sont susceptibles d'un régime d'exploitation normale ;

b. que le groupement forestier prenne, selon le cas, l'un des engagements prévus au b du 2° du 2 du présent article ;

Ce groupement doit s'engager en outre :

à reboiser ses friches et landes dans un délai de cinq ans à compter de la délivrance du certificat et à les soumettre ensuite au régime défini au b du 2° du 2 du présent article ;

à soumettre pendant trente ans ses terrains pastoraux à un régime d'exploitation normale ou, à défaut, à les reboiser ;

c. que les parts aient été détenues depuis plus de deux ans par le donateur ou le défunt, lorsqu'elles ont été acquises à titre onéreux à compter du 5 septembre 1979.

2-2 les successions et donations entre vifs, à concurrence des trois-quarts de leur montant, intéressant les propriétés en nature de bois et forêts, à la condition :

a. que l'acte constatant la donation ou la déclaration de succession soit appuyé d'un certificat délivré sans frais par le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt attestant que les bois et forêts sont susceptibles de présenter une des garanties de gestion durable prévues à l'article L. 8 du code forestier ;

b. qu'il contienne l'engagement par l'héritier, le légataire ou le donataire, pris pour lui et ses ayants cause :

- soit d'appliquer pendant trente ans aux bois et forêts objets de la mutation l'une des garanties de gestion durable prévues à l'article L. 8 dudit code ;

- soit lorsque, au moment de la mutation, aucune garantie de gestion durable n'est appliquée aux bois et forêts en cause, de présenter dans le délai de trois ans à compter de la mutation et d'appliquer jusqu'à l'expiration du délai de trente ans précité une telle garantie. Dans cette situation, le bénéficiaire s'engage en outre à appliquer le régime d'exploitation normale prévu au décret du 28 juin 1930 aux bois et forêts pendant le délai nécessaire à la présentation de l'une des garanties de gestion durable.

Le (s) soussigné (s) certifie (nt) avoir pris connaissance de la présente notice, en avoir conservé un exemplaire, et être parfaitement informé (s) des obligations auxquelles il (s) se soumette (nt) volontairement en contrepartie d'une réduction de droit de mutation, ou d'une exonération partielle d'impôt sur la fortune.

Fait à _____, le _____

(1)

(1) - S'il s'agit d'une mutation de bois et forêts ou de l'impôt de solidarité sur la fortune = signature du (ou des) demandeur (s) et des autres personnes intéressées, le cas échéant, par la gestion de la propriété (indivisaires, usufruitiers).

- S'il s'agit d'une mutation de parts de groupement forestier = signature de la personne responsable du groupement.

- Dans tous les cas, **indiquer, sous chaque signature, les nom, prénom et qualité du signataire.**